



European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

March 2023 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les jeunes jouent un rôle cardinal pour forger l'avenir de la société. Leur énergie, leur enthousiasme et la fraîcheur de leur regard sont inestimables si l'on veut relever les défis complexes de notre époque, en particulier pour tout ce qui concerne la

lutte contre le changement climatique. Nous sommes redevables au mouvement des jeunes pour leur dévouement, leur travail acharné et leur expertise — qu'ils expriment avec quelle éloquence! — sur ces questions.

Alors que je participais au sommet des Nations unies sur le climat à New York et que je marchais à travers Wall Street et Manhattan aux côtés de Greta Thunberg et du mouvement de la jeunesse, j'ai été aux premières loges pour les voir exprimer leur passion et leur dévouement dans la lutte contre le changement climatique. L'un de mes objectifs premiers lorsque j'ai pris mes fonctions de vice-président chargé de la communication était de contribuer à donner à leur point de vue une plus grande résonance.

Année après année, notre Comité a travaillé en étroite collaboration avec les jeunes et les organisations de jeunesse, et il a pleinement reconnu leur contribution au développement d'une société plus durable et plus équitable grâce à des initiatives telles que le Prix de la société civile 2022 dédié à la jeunesse ou encore l'opération [Votre Europe, votre avis! \(YEYS\)](#).

La 14^e édition de «Votre Europe, votre avis!» consacrée aux «Dialogues avec les jeunes sur la démocratie» témoigne de l'engagement du CESE en faveur de la participation des jeunes. Je suis impatient d'entendre les recommandations et les points de vue sur l'avenir de l'Europe des élèves et des étudiants que je me réjouis d'accueillir à Bruxelles au mois de mars.

Avec [l'avis](#) que j'ai signé, je suis fier d'avoir joué un rôle dans la mise en place des tables rondes de la jeunesse pour le climat et la durabilité, qui rassemblent à la même table les jeunes et les institutions européennes. La [réunion de lancement](#) de juillet 2021 a réuni onze représentants de la jeunesse et Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission. Cette initiative a permis aux jeunes de partager leurs idées et leurs solutions pour lutter contre le changement climatique, et elle a contribué à mobiliser une nouvelle génération de militants.

Le CESE veille également à ce que l'opinion des jeunes soit prise en compte dans l'élaboration des politiques mondiales en permettant qu'un délégué de la jeunesse soit présent aux réunions de la CCNUCC en qualité de membre supplémentaire de la délégation du CESE. À la COP 26 puis à la COP 27, la déléguée du CESE pour la jeunesse était Sophia Wiegand.

Lorsque je fais le bilan de mon mandat en tant que vice-président du CESE, je reste frappé par la détermination et l'énergie des jeunes avec lesquels j'ai eu le privilège de travailler. Nos jeunes stagiaires, en particulier, sont pour nous une formidable source d'inspiration. Leur participation aux activités du CESE est un atout précieux pour le Comité, et nous sommes fiers de les aider à acquérir les compétences et les connaissances qui leur sont nécessaires pour devenir des citoyens et des leaders actifs au sein de leurs communautés respectives. C'est grâce à des initiatives telles que l'Année européenne des compétences 2023 que nous allons pouvoir continuer à cultiver et à développer les talents de la nouvelle génération, et à leur fournir les outils et les connaissances dont ils ont besoin pour relever les défis à venir.

Je me réjouis des progrès que nous avons déjà accomplis pour donner aux jeunes les moyens d'agir en faveur de la transition écologique. Beaucoup reste cependant à faire. Je suis convaincu que nous continuerons à nous appuyer sur de telles actions pour faire entendre le point de vue des jeunes, et que nous saurons adopter des mesures urgentes pour prendre à bras-le-corps la crise climatique. L'avenir de notre planète et de nos sociétés en dépend.

Cillian Lohan

Vice-président du CESE chargé de la communication

À VOS AGENDAS

23 et 24 mars 2023, Bruxelles

[Votre Europe, votre avis! 2023](#)

26 et 27 avril 2023, Bruxelles

Session plénière du CESE

19 juillet 2023, Bruxelles

[La lutte contre la précarité énergétique au service d'une transition juste](#)



DROIT AU BUT

Dans cette rubrique, les membres du CESE partagent leurs points de vue sur des questions d'actualité à l'ordre du jour européen. Dans ce numéro, **M. Rudolf Kolbe**, membre du CESE, explique comment l'utilisation du bois dans la construction peut aider à réduire les émissions de CO₂ du secteur du bâtiment. M. Kolbe est le rapporteur d'un avis sur ce thème que le CESE a élaboré à la demande de la présidence suédoise de l'UE. Le CESE procédera à l'examen de ce document lors de sa plénière de mars.



CONSTRUIRE EN BOIS POUR DES BÂTIMENTS EN HARMONIE AVEC NOS PRINCIPES ET NOS EXIGENCES DE CONFORT

Rudolf KOLBE

Le secteur de la construction a un impact considérable sur les émissions de CO₂ dans l'Union européenne et à travers le monde. Il est essentiel d'en réduire l'empreinte, et la promotion de la construction en bois offre un levier important pour ce faire et pour favoriser la transition écologique.

Le bois fixe le carbone avant même d'être utilisé comme matériau de construction (un arbre est constitué pour environ 50 % de carbone pur) et affiche d'excellentes performances à de nombreux égards: le bois issu de forêts certifiées durables peut, dans beaucoup de pays, être obtenu à relative proximité des sites de construction, son traitement est rarement problématique ou dommageable pour l'environnement et il peut être facilement réutilisé. Les comparaisons avec des bâtiments équivalents, en prenant en compte l'ensemble du cycle de vie, montrent que le bois est un substitut viable du point de vue de l'énergie grise, des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution de l'air et de l'eau ainsi que d'autres indicateurs d'impact.

Toutefois, pour promouvoir la construction en bois comme un moyen d'atteindre les objectifs climatiques, il est essentiel de poser des critères qualitatifs pour les marchés publics, notamment en matière de durabilité et de cycle de vie, et de choisir des procédures d'adjudication appropriées, qui autorisent les solutions innovantes. Des obligations légales plus strictes sont nécessaires en matière de concurrence axée sur la qualité et de marchés publics respectueux de l'environnement. Il convient aussi de prendre des mesures pour former les pouvoirs adjudicateurs à l'application de ce type de critères et d'obligations.

Nous devons aussi disposer de normes minimales en matière d'émissions de carbone des bâtiments durant l'intégralité de leur cycle de vie, et imposer en conséquence une comptabilité carbone obligatoire dans toute la filière de la construction, en plus d'un environnement juridique et technique propice à l'innovation en général et plus particulièrement dans le domaine de la construction en bois.

Pour finir, la construction en bois offre aux personnes qui vivent dans ces bâtiments et qui les utilisent des espaces durables, inclusifs et esthétiques.

«UNE QUESTION À ...»



Une question à...

Pour notre édition de mars, nous avons demandé à Nicoletta Merlo, membre du CESE, de répondre à une question figurant au cœur de son nouvel avis sur «Le rôle des jeunes dans la transition écologique», qui sera adopté au cours de la session plénière du CESE du mois de mars.



[Nicoletta Merlo: «Écoutez ce que les jeunes ont à dire»](#)

Question du CESEInfo: quel rôle les jeunes ont-ils à jouer dans la transition écologique?

Nicoletta Merlo: Les jeunes peuvent et doivent jouer un rôle crucial dans la transition écologique pour au moins deux raisons. Tout d'abord, il est bon de rappeler que les décisions prises aujourd'hui par les responsables politiques en matière de changement climatique et d'environnement toucheront avant tout les jeunes et les générations

futures, ils ont donc leur mot à dire.

Un autre aspect important qu'il convient de prendre en compte est que la jeune génération est extrêmement ouverte et sensibilisée à la nécessité de prendre en compte l'enjeu de la transition écologique, et d'agir pour parvenir à un environnement durable. Au cours de ces dernières années, l'action en faveur du climat a mobilisé de nombreux jeunes dans toute l'Europe. De nombreux mouvements environnementaux et sociaux, composés de ces jeunes, ont vu le jour aux niveaux local, national et européen; ils ont organisé des manifestations et demandé aux gouvernements et aux élus de prendre des mesures concrètes pour protéger l'environnement et parvenir à la neutralité climatique.

Si le rôle des jeunes dans l'élaboration d'un monde plus durable, plus inclusif et plus écologique est de plus en plus reconnu, et si 2022 a été consacrée Année européenne de la jeunesse, il est évident que les jeunes éprouvent encore des difficultés à se faire entendre et à trouver leur place au sein du processus décisionnel, et ce, bien au-delà de la seule transition écologique.

Selon moi, les organisations de jeunesse devraient avoir l'occasion de faire entendre leur voix au sein des institutions de manière systématique et structurée, et non de temps à autre, afin d'être en mesure d'apporter une contribution autorisée et utile à tous les niveaux du processus de décision, et de mettre en œuvre des idées et des projets liés à l'aspect durable de l'environnement.

Pour y parvenir, les institutions devraient adopter en premier lieu [l'Évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes](#), accorder aux organisations de jeunesse un soutien financier adéquat (et structurel), et procéder systématiquement à l'évaluation des effets économiques, politiques et sociaux produits par les investissements sur la jeune génération, afin de leur montrer clairement de quelle manière et dans quelle mesure les politiques publiques affectent positivement la vie des jeunes.

L'éducation et l'emploi sont deux autres aspects importants qui doivent être abordés, concernant le rôle des jeunes dans la transition écologique.

Dans une situation d'urgence climatique et environnementale, l'éducation à la durabilité devrait devenir une priorité dans les écoles. L'éducation des enfants à la durabilité et à la protection de l'environnement devrait commencer dès le plus jeune âge et se poursuivre tout au long de leur scolarité. Une approche intersectorielle est nécessaire, de manière à fournir des compétences théoriques et pratiques, notamment au moyen de parcours de l'école au monde du travail, et d'apprentissages professionnels. L'apprentissage tout au long de la vie est également déterminant, car la réussite de la transition écologique dépendra aussi de la capacité des établissements scolaires à collaborer avec les collectivités locales dans le cadre d'activités extrascolaires, en particulier avec les organisations de jeunesse et la société civile organisée, de manière à renforcer la sensibilisation et la participation du public.

L'année 2023 a été proclamée Année européenne des compétences, sans lesquelles il n'y aura pas de transition. Il est essentiel de doter les jeunes des compétences nécessaires pour maîtriser l'innovation induite par la transition écologique, qui a déjà, inévitablement, un impact significatif sur le monde du travail, et continuera d'en avoir. Il est donc nécessaire d'investir dans la formation et les stages pratiques qui ont lieu dans des contextes professionnels, en particulier sous la forme d'apprentissages et de stages de qualité.

La transition écologique doit être une transition juste, qui garantisse la reconversion et le perfectionnement professionnels des travailleurs, et des emplois de qualité pour tous, afin que personne ne soit laissé pour compte. Pour cette raison, il est essentiel que les politiques de formation soient intégrées aux politiques industrielles, coordonnées avec d'autres stratégies de développement et planifiées dans les détails au niveau régional et local, en étroite coopération avec les partenaires sociaux.

Enfin, l'innovation est essentielle à la réussite de la transition écologique. Par conséquent, réaliser les objectifs fixés nécessite d'encourager les jeunes ayant des aptitudes entrepreneuriales à participer au processus d'innovation grâce à des formations et à des aides spécifiques en matière de projets innovants, tout en leur garantissant un soutien financier adéquat.

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

«L'invité surprise» est la rubrique que nous consacrons à des personnalités éminentes du monde de la science, du journalisme et de la culture. Ce mois-ci, notre invité est le réalisateur, producteur et cinéaste américain Evgeny Afineevsky, qui a réalisé des documentaires sur les guerres en Ukraine et en Syrie.

Son film «**Winter on fire: la lutte de l'Ukraine pour la liberté**», qui couvrait les manifestations de l'Euromaïdan de 2013-2014, a reçu une nomination aux Oscars et quatre aux Emmy Awards. En 2016, Afineevsky a passé des mois en Syrie, utilisant sa caméra pour dresser un compte rendu complet de la guerre dans son documentaire intitulé **Cries from Syria**, lequel a reçu des prix et a figuré dans la sélection officielle du festival du film de Sundance en 2017. En 2022, il a consacré un deuxième film à l'Ukraine: «**Freedom on fire: la lutte de l'Ukraine pour la liberté**». Se présentant comme une chronique des premières phases de la récente invasion, le film montre les conséquences dévastatrices de la guerre sur la vie des citoyens ukrainiens ordinaires.

CESE info a interviewé le cinéaste pour en savoir plus sur son travail de documentariste de guerre.



Evgeny Afineevsky: «Chacun d'entre nous est une goutte d'eau; ensemble, nous sommes un océan».

CESE info: Vous avez commencé à travailler sur l'Ukraine il y a quelques années avec le film intitulé «*Winter on Fire: la lutte de l'Ukraine pour la liberté*», qui a été nommé aux Oscars, et vous revenez avec un nouveau film, «*Freedom on Fire: la lutte de l'Ukraine pour la liberté*». Est-ce la deuxième partie de la même histoire?

Evgeny Afineevsky: *Winter on Fire* était un manifeste pour la paix. En février 2022, j'ai ressenti l'urgence, en tant que réalisateur, de revenir à cette histoire et de montrer la continuité de la guerre d'aujourd'hui avec elle. Je ne dirais donc pas que *Freedom on fire* est un sequel. Ce que fait ce film, c'est connecter entre eux tous les points entre Maïdan et l'endroit où nous en sommes aujourd'hui. Vous voyez, cette guerre dure depuis huit ans. Il s'agit d'un combat pour la dignité, la liberté et les droits de l'homme.

Qu'est-ce qui vous a poussé à faire votre premier film sur l'Ukraine?

Je dirais que ce sont les événements de Maïdan et la découverte de la bravoure du peuple ukrainien. Les Ukrainiens ont défendu leurs droits, leurs convictions. Ils se sont dressés en faveur d'un avenir indépendant pour l'Ukraine en tant que pays uni appartenant à la famille des nations européennes libres. C'est ce dont j'ai été témoin et qui m'a conduit à reprendre cette histoire l'an dernier pour continuer la saga.

Dans votre expérience avec les Ukrainiens sur le terrain, est-ce qu'il y a une histoire particulièrement mémorable que vous souhaiteriez partager avec nous?

Il y en a tant! Mais il y a une anecdote que je raconte quand j'entends les gens dire que nous ne pouvons pas changer l'histoire. Quand j'étais sur la place Maïdan, au cours de cet hiver très froid de 2013-2014, il y avait une affiche représentant une grosse goutte d'eau, avec le slogan: «Chacun d'entre nous est une goutte d'eau; ensemble, nous sommes un océan». J'ai vu le peuple ukrainien s'unir, en montrant au gouvernement qu'il avait la voix, le pouvoir et la volonté de changer son histoire en tant que nation, et il l'a vraiment fait. En 93 jours, des personnes issues de différents groupes sociaux, riches et pauvres, jeunes et âgés, ont atteint leurs objectifs en agissant ensemble et en se respectant mutuellement. En cette période, je pense que l'important est de rester unis.

Qu'attendriez-vous de l'UE, des pays européens et de la société civile pour aider les Ukrainiens dans cette guerre?

Union européenne signifie unité, unification. Je pense que c'est le moment d'empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale. Plus tôt nous l'admettrons, plus tôt le monde sera uni. Les Ukrainiens ne demandent pas aux citoyens des autres pays de venir se battre, mais de les aider à gagner cette guerre. Et c'est quelque chose de très beau: le monde, nous tous, qui nous rallions à l'Ukraine en vue d'arrêter cette guerre.

Vous avez dédié ce film aux journalistes qui «risquent leur vie aujourd'hui». Quelle importance ont les reporters et les militants en temps de guerre?

J'ai fait cette déclaration dans mon premier film et je la répète sans cesse, car j'ai travaillé avec des journalistes sur le terrain et certains ne sont plus de ce monde. Les statistiques montrent que des journalistes, des réalisateurs et des reporters ukrainiens sont morts au cours des premiers mois de la guerre,

qui ont été les plus cruels. Toutefois, cette guerre n'est pas livrée uniquement sur le terrain, mais aussi dans les médias. Son arme principale est la propagande. C'est le moment de rappeler la méthode de Joseph Goebbels: «prenez un mensonge, répétez-le encore et encore et il devient la vérité».

Avec l'agression de l'Ukraine par la Russie, la guerre est littéralement au seuil de l'Europe, avec des effets puissants sur les pays européens. Qu'en est-il des États-Unis? Comment les gens y ont-ils réagi? Y a-t-il une forme de mobilisation des ONG et des organisations de la société civile?

Le gouvernement américain apporte son aide dans toute la mesure du possible, mais ici, à Hollywood, on ne parle pas beaucoup de l'Ukraine. Certains réseaux couvrent toujours la guerre, mais pas les médias traditionnels. Les ONG ont été sur le terrain dès le début pour venir en aide aux populations, mais la société dans son ensemble est sur une longueur d'onde différente, c'est la réalité de la guerre. Nous, Américains, sommes concentrés sur beaucoup d'autres choses et, pour moi, en tant que réalisateur, il est douloureux de constater l'absence de films politiques. Il semble que Hollywood tente de s'affranchir des situations politiques. Mais si, au bout du compte, on apprend qu'une centrale nucléaire a été touchée en Ukraine, il faudra tous en payer le prix.

En 2017, vous avez également tourné *Cries from Syria*, un autre film consacré à la guerre. Qu'est-ce qui vous a incité à réaliser ce documentaire? Avez-vous réussi à attirer l'attention sur cette tragédie?

Avec *Cries from Syria*, j'ai essayé de mettre en lumière, à travers mon récit, les événements qui se sont produits en Syrie à partir du début du conflit jusqu'à la grande crise des réfugiés. Bon nombre de personnes qui apparaissent dans *Cries from Syria* sont aujourd'hui décédées. Il en va de même pour les films sur l'Ukraine. J'ai essayé d'expliquer au monde qu'il ne s'agissait pas d'un conflit local, mais d'une guerre. J'ai également essayé de mettre en relation des militants et des bénévoles, mais surtout de mettre en contact des journalistes avec celui qui est en première ligne et est le protagoniste du film. Dans mon dernier film, j'ai montré la chose la plus importante — la guerre des médias — car j'ai passé beaucoup de temps dans les villes et dans la sphère médiatique pour montrer ce qu'est la propagande. Dans le fond, je veux raconter les histoires qui importent aujourd'hui et permettre à ceux qui les vivent de faire entendre leur voix de manière forte et claire, afin d'informer le monde et d'envoyer un appel à l'action. Pour moi, chaque film correspond à un triple objectif: sensibilisation, activisme et action.

Pensez-vous avoir réalisé vos objectifs avec vos films?

Oui, clairement! Je pense que c'est ce qui m'incite à poursuivre. J'ai vu les résultats concrets que mes films ont eus, en inspirant l'action politique. J'ai vu comment les gens ont changé après avoir vu mes films sur la Syrie et l'Ukraine. Pendant les sessions de questions et réponses, il y a toujours des personnes qui demandent: «S'il vous plaît, dites-nous comment on peut vraiment apporter notre aide. Que pouvons-nous faire?». C'est la question que j'entends presque chaque fois. C'est à la fois inspirant et très gratifiant.

Quel est votre prochain projet? Avez-vous une idée en tête?

Non, pas dans l'immédiat. Tout d'abord, nous devons mettre un terme à cette guerre. Parce que si cette guerre s'étend demain, il n'y aura plus besoin de réalisateurs, il n'y aura plus d'Hollywood. Ce n'est qu'unis que nous pourrions gagner cette guerre hybride, sur le terrain en Ukraine et dans les médias, car la propagande et les mensonges peuvent facilement franchir les frontières de l'UE ou des États-Unis, et ils n'ont pas besoin de visa. Ils voyagent librement, et c'est ce que tout le monde continue d'oublier, aussi bien à Hollywood que dans toute l'Amérique et le monde entier.

Bande annonce de [Freedom on Fire](#).

Pour en savoir plus sur le film, cliquer [ici](#).

NOUVELLES DU CESE



L'heure du pacte bleu pour l'Union européenne a sonné: le CESE lance des travaux sur le thème de l'eau

L'actuel cadre stratégique de l'Union européenne semble insuffisant au vu des défis que la rareté de l'eau et sa pollution continuent de représenter à l'échelle mondiale. Pour y remédier, des experts de haut niveau dans le domaine de l'eau se sont réunis le 27 février dernier au CESE, afin de trouver des pistes de solutions. L'audition marque le début des travaux du Comité sur le thème de l'eau.

Le CESE prépare actuellement une série d'avis d'initiative et, à l'automne, il partagera les recommandations de la société civile sur l'avenir de l'eau au sein de l'Union.

Au cours de l'été 2022, l'Europe a connu ses plus graves sécheresses depuis 500 ans. Si le pacte vert pour l'Europe comporte des propositions consacrées aux questions relatives à l'eau, ces objectifs ne sont pas bien intégrés dans les politiques de l'Union. Un changement d'échelle est nécessaire pour éviter de reproduire les erreurs commises par le passé en matière de politique énergétique.

Christa Schweng, présidente du CESE, a souligné que «l'Union européenne a la possibilité d'endosser un rôle de pionnière dans le domaine de l'eau».

Le Parlement européen a lui aussi récemment plaidé en faveur d'une stratégie de l'Union au sujet de l'eau. **Pernille Weiss**, présidente de l'intergroupe «Eau» du Parlement européen, a déclaré: «J'espère que l'Europe deviendra un modèle de gestion des ressources hydriques.»

Le CESE défendra une stratégie globale de l'Union au sujet de l'eau au moyen d'une série d'avis d'initiative qui comprendra des propositions sur les thèmes suivants: préserver les ressources en eau potable, anticiper et atténuer les effets des conflits internationaux provoqués par des problèmes liés à l'eau et gérer l'eau durablement.

Pietro Francesco De Lotto, président de la commission consultative des mutations industrielles (CCMI), a mis en évidence la dimension industrielle de l'eau: «Les technologies économes en eau sont un élément clé de la solution dont nous avons besoin, et ce, non seulement pour l'industrie mais aussi pour l'ensemble de la société.»

Salla Saastamoinen, directrice générale adjointe du Centre commun de recherche (JRC), a indiqué que «le JRC partage l'ambition du CESE en faveur d'une approche globale de la gestion de l'eau».

Oliver Röpke, président du groupe des travailleurs du CESE, a insisté sur l'importance de l'eau en tant que droit de l'homme: «La solidarité et la durabilité doivent être au cœur de nos solutions.» (gb)



[Sviatlana Tsikhanouskaya au CESE: «La Biélorussie ne doit pas être le lot de consolation de Vladimir Poutine»](#)

Lors de la session plénière de février du CESE, Sviatlana Tsikhanouskaya, cheffe de l'opposition démocratique biélorusse, a appelé les institutions de l'UE à soutenir le peuple biélorusse dans sa lutte contre l'autoritarisme. Selon elle, la Biélorussie mérite de faire partie de la famille européenne, et cela ne pourra être possible qu'avec le soutien actif de toutes les institutions de l'UE.

La situation des droits de l'homme se détériore en Biélorussie, où quelque 1 500 citoyens sont détenus pour des raisons politiques et 17 personnes en moyenne sont emprisonnées chaque jour.

Christa Schweng, présidente du CESE, a déclaré: «Tous les responsables politiques ayant des tendances autoritaires craignent leur population. Ils ont peur de la société civile et du rôle qu'elle joue pour canaliser de nouvelles forces créatives afin de pouvoir émerger et faire bouger les choses.»

M^{me} **Tsikhanouskaya** a souligné le lien direct entre la libération de la Biélorussie et celle de l'Ukraine: «L'avenir de l'Europe se joue sur les champs de bataille en Ukraine, dans la résistance souterraine biélorusse et, bien entendu, dans les capitales européennes». Elle a exhorté les institutions européennes à soutenir les personnes qui luttent sur le terrain et en exil et a proposé de relancer, en coopération avec l'opposition biélorusse, le partenariat oriental, auquel le gouvernement biélorusse a suspendu sa participation en 2021.

«Nous avons demandé aux autorités de libérer immédiatement et sans condition les personnes et les syndicalistes arrêtés», a déclaré **Oliver Röpke**, président du groupe des travailleurs du CESE.

«En tant que représentants de la société civile, nous sommes à votre disposition pour porter votre message auprès de toutes les institutions de l'UE, afin de soutenir les idées qui pourraient, selon vous, contribuer à améliorer la situation en Biélorussie», a souligné **Stefano Mallia**, président du groupe des employeurs du CESE.

Simo Tiainen, vice-président du groupe des organisations de la société civile, a déclaré: «Vous êtes une femme forte et courageuse, M^{me} Tsikhanouskaya. Vous travaillez valeureusement pour un avenir meilleur pour votre pays. Nous sommes à vos côtés. Plutôt que la dictature, la Biélorussie mérite la démocratie.» (mt)



Le soutien à la société civile doit se poursuivre «autant que nécessaire et aussi longtemps qu’il le faudra»

La veille de l’anniversaire de l’invasion de l’Ukraine par la Russie, le CESE a adopté une résolution appelant à une adhésion rapide de l’Ukraine à l’Union européenne, dans le plein respect des principes de l’élargissement. Le CESE soutient la création d’un tribunal international spécial sur les crimes d’agression contre l’Ukraine et souligne que la société civile doit continuer d’aider l’Ukraine aussi longtemps que nécessaire.

Lors de sa session plénière de février dernier, le CESE a adopté sa troisième résolution consacrée à l’Ukraine, intitulée: «[Ukraine: un an après l’invasion russe — le point de vue de la société civile européenne](#)» La résolution a été adoptée lors d’un débat consacré au thème de l’impact de la guerre sur la population en Ukraine et dans l’UE, auquel a participé **Oleksandra Matviichuk** directrice du Centre pour les libertés civiles, et lauréate du Prix Nobel de la Paix 2022, et de **Lora Pappa**, fondatrice et présidente de l’ONG grecque METAdrasi — Action pour la migration et le développement.

Dans sa résolution, le CESE plaide en faveur de l’adhésion de l’Ukraine à l’Union européenne. «*Nous appelons à un processus d’adhésion rapide de l’Ukraine à l’Union, dans le respect des principes de l’élargissement. La société civile ukrainienne et les citoyens ukrainiens demeurent la priorité absolue du CESE*», a affirmé avec force **Christa Schweng**, la présidente du CESE.

La résolution préconise la création d’un tribunal international spécial chargé de juger le crime d’agression contre l’Ukraine. Dans un discours poignant, **M^{me} Matviichuk** a fait état du nombre sans précédent de crimes de guerre et d’atrocités commis par les troupes russes. «*Il est temps de transformer la volonté en décision et de donner compétence pour des procédures juridiques, car une paix durable est impossible sans justice.*»

Seamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a affirmé à son tour: «*Nous soutenons également l’appel en faveur de la création d’un tribunal international spécial sur les crimes d’agression contre l’Ukraine.*»

Un an après le début de l’invasion, les organisations de la société civile ont apporté leur aide à quelque 8 millions de réfugiés et à 6 millions de personnes déplacées à l’intérieur du pays. Toutefois, «*une certaine “fatigue” commence à apparaître*» a déploré **M^{me} Pappa**.

Oliver Röpke, président du groupe des travailleurs a estimé que «*la société civile ukrainienne ne devrait pas être une simple invitée ici, elle devrait y être chez elle*», ce à quoi **Stefano Mallia**, président du groupe des travailleurs a répondu: «*la société civile est prête à agir autant que nécessaire et aussi longtemps qu’il le faudra pour accompagner l’Ukraine sur la voie de son redressement*». (mt)



Les entreprises européennes éprouvent de plus en plus de difficultés à recruter des travailleurs qualifiés

Lors de sa session plénière, le 22 février, le CESE a tenu un débat qui a pointé les difficultés croissantes que rencontrent les entreprises pour trouver une main-d'œuvre qualifiée et qui a mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de déployer à tous les niveaux une stratégie globale en matière de compétences.

Le débat était organisé dans le cadre de l'Année européenne des compétences et de l'adoption de l'avis du CESE sur le thème [«Encourager l'évolution du marché du travail»](#). Parmi les participants figuraient notamment **Stefano Scarpetta**, directeur de la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, **Marianna Panebarco**, vice-présidente de SMEUnited, et **Juan Antonio Pedreño**, président de Social Economy Europe.

Au moment d'ouvrir le débat, **Christa Schweng**, présidente du CESE, a déclaré: «Le processus de numérisation, d'écologisation et de réorganisation du travail qui s'est accéléré à l'issue de la pandémie a montré toute l'importance de la reconversion et du perfectionnement professionnels pour préserver l'employabilité et la productivité des travailleurs, surtout dans notre société vieillissante.»

Les intervenants ont exprimé l'espoir que l'Année européenne des compétences ne reste pas lettre morte et qu'elle serve au contraire à promouvoir l'apprentissage, la formation et la reconversion professionnelle tout au long de la vie.

Ils ont mis l'accent sur les nombreux problèmes liés à la formation, comme celui de la participation limitée des travailleurs en raison, notamment, d'un manque de temps ou de moyens financiers, ou celui des formations dont le contenu ne correspond pas aux besoins des entreprises.

L'accent a été mis sur le rôle crucial que peuvent jouer les partenaires sociaux lorsqu'il s'agit de promouvoir la reconnaissance des compétences afin d'aider les personnes à préserver leur employabilité. Le rôle du dialogue social en tant qu'instrument clé pour recenser les besoins et développer les compétences sur le lieu de travail a également été souligné.

Tant l'avis du CESE que les discussions ont accordé une attention particulière aux petites et moyennes entreprises (PME), qui peinent déjà à trouver des travailleurs qualifiés ou à proposer des programmes de formation sur mesure.

«La transformation du marché du travail européen commande de bien comprendre quels types de compétences seront nécessaires face aux mutations à venir du marché du travail, notamment dans les PME», a déclaré **Mariya Mincheva**, rapporteure de l'avis du CESE.

Dans son avis, le CESE s'est prononcé pour que l'apprentissage tout au long de la vie fasse partie intégrante des stratégies déployées plus largement au service de la croissance économique et des plans pour la reprise et la résilience. Il a également fait valoir que les PME devraient être encouragées à travailler en réseaux et à mettre en commun leurs capacités en réponse aux défis posés par la double transition.

Des estimations montrent que 128 millions d'Européens devront engager une reconversion et un perfectionnement professionnels pour rester actifs sur le marché du travail. Ces sont les emplois des travailleurs peu qualifiés qui sont les plus exposés, étant hautement automatisables. Or, ce sont ces travailleurs qui affichent le taux le plus faible de participation à une formation, seuls 4 % d'entre eux en ayant suivi une au sein de l'Europe des Vingt-sept sur la période étudiée.

Dans l'ensemble, la participation des adultes est également faible: sur la période étudiée, seuls 11 % d'entre eux avaient suivi une formation. Les travailleurs âgés de 25 à 34 ans sont les plus susceptibles de suivre des formations, avec un taux de participation de 22 % contre seulement 8 % pour tous les groupes d'âge réunis. (II)



Locations de courte durée: la législation européenne devrait contribuer à limiter leur incidence sur la vie et les entreprises locales

Dans le texte d'un avis adopté en février, le CESE souligne qu'il convient d'inviter instamment les pouvoirs publics nationaux et locaux à réaliser des analyses d'impact afin de déterminer dans quelle mesure les activités de location à court terme affectent le quotidien de la population locale et des entreprises sur place, comme les hôtels et les autres structures d'hébergement touristique.

Dans cet [avis](#), le CESE expose ses positions concernant la [proposition de règlement de la Commission européenne sur les locations de logements de courte durée](#) (LCD). Le CESE souhaiterait que la Commission recommande aux pouvoirs publics nationaux et locaux d'évaluer à intervalles réguliers dans quelle mesure les activités touchant aux locations de logements à courte durée influent sur le potentiel local en matière touristique, la vie de la population sur place, le parc d'habitations disponibles pour être louées sur une longue durée, le marché immobilier du lieu, le coût de la vie dans la zone concernée, l'emploi, la pollution, le respect des traditions locales et les entreprises, de manière tant directe qu'indirecte.

Plusieurs communautés se trouvent mises à rude épreuve par l'essor fulgurant qu'ont connu récemment les locations de courte durée réalisées par le truchement de plateformes en ligne, lesquelles gèrent aujourd'hui un quart environ du stock total des logements touristiques au sein de l'Union européenne. Si certaines régions ou villes moins connues ont pu bénéficier du développement d'un tourisme local grâce à ces locations de logements de courte durée à des tarifs plus abordables, les destinations touristiques plus prisées sont proches du point de rupture. À Venise, Florence ou Barcelone, pour ne prendre que ces quelques exemples, la concurrence exercée par ces services a placé les hôtels et les autres hébergements classiques en situation d'antagonisme avec Airbnb et d'autres plateformes en ligne, et la vie de la société locale n'est pas loin d'être paralysée.

«L'intérêt que nous avons trouvé dans ce règlement», explique le rapporteur de l'avis, **Marinel Dănuț Mureșan**, «réside dans les effets collatéraux qu'il peut produire. Bien qu'à proprement parler, la

réglementation proposée ne porte que sur la collecte et le partage de données relatives aux hébergements de courte durée à l'échelle de l'Union, elle n'en est pas moins susceptible de produire certaines avancées plus substantielles si les instances nationales sont en mesure de se procurer ces informations auprès des plateformes. Les analyses d'impact peuvent offrir un outil essentiel pour les décideurs politiques.»

Le CESE a également suggéré d'instaurer un système de polices d'assurance souscrites par l'hôte, qui pourrait se substituer aux lourdes procédures d'agrément prévues pour les unités d'hébergement. Le règlement recommande certes aux pouvoirs locaux d'éviter d'imposer de telles charges aux entreprises de location de logements de courte durée, mais il s'abstient de préciser comment procéder pour ce faire. Les polices d'assurance envisagées couvriraient la plupart des risques liés à ces activités, laissant aux assureurs le soin de vérifier que l'hôte respecte effectivement les règles ainsi définies.

Pour améliorer le règlement, le CESE propose également de simplifier les procédures d'enregistrement, en créant un format unique, valable pour toute l'Union, et en adoptant une approche normalisée quant au niveau d'information qui doit être dispensé pour l'ensemble des activités de location de logements de courte durée. (dm)



Urgence de dégager un accord sur la réforme du cadre de gouvernance économique.

Lors de sa session plénière du 24 février dernier, le CESE a adopté un avis sur la communication de la Commission exposant des propositions de réforme du cadre de gouvernance économique. Le CESE estime certes qu'un accord rapide s'impose, mais que le plan n'est pas suffisamment détaillé.

Depuis le traité de Maastricht en 1992, le cadre de gouvernance économique de l'Union européenne a aidé à créer des conditions propices à la stabilité économique, à la croissance et à un niveau d'emploi élevé en Europe. Toutefois, bien qu'il ait évolué au fil du temps, le cadre a également gagné en complexité, et tous ses instruments et procédures n'ont pas résisté à l'épreuve du temps.

Si le CESE convient de la nécessité d'un accord rapide avant le lancement des procédures budgétaires des États membres pour 2024, il souligne aussi que de nombreux détails doivent encore être finalisés. Les «plans budgétaires structurels» proposés doivent garantir que les ratios de la dette au PIB soient mis sur une trajectoire descendante ou restent prudents. Dans le même temps, les règles doivent laisser suffisamment de marge de manœuvre budgétaire pour les investissements dans les transitions écologique et numérique. Plus important encore, si l'on veut qu'un cadre réformé soit efficace, il faut bien prendre la mesure du caractère essentiel de l'appropriation du processus.

*«Il est urgent de réformer le cadre budgétaire. De nombreux États membres n'ont pas suffisamment consolidé leurs finances publiques en période de conjoncture favorable, a expliqué **Krister Andersson**, rapporteur du CESE. L'absence de politiques prudentes nuit aux plus vulnérables de la société. La réduction des niveaux d'endettement et la soutenabilité de la dette sont essentielles. Nous reconnaissons tout à fait la nécessité de parvenir rapidement à un accord en amont des procédures budgétaires des États membres*



Examen annuel 2023 de la croissance durable: une bonne communication doit montrer les avantages du projet européen

Dans un avis adopté le 23 février dernier, le CESE a formulé des observations à l'intention de la Commission européenne concernant sa communication sur l'examen annuel 2023 de la croissance durable, l'invitant instamment à s'efforcer de communiquer sur les défis auxquels l'Union européenne est confrontée et sur les mesures à prendre pour les surmonter.

L'examen annuel 2023 de la croissance durable, qui définit les priorités de l'UE en matière de politique économique et d'emploi pour les 12 à 18 mois à venir, a pour but d'atténuer les effets négatifs des chocs énergétiques à court terme, en favorisant une croissance durable et inclusive et en renforçant la résilience économique et sociale de l'Union à moyen terme.

Dans son avis, le Comité s'est félicité des priorités fixées en matière de durabilité compétitive, ainsi que de l'attention accordée au renforcement du dialogue social au sein de l'Union. Le CESE a en outre souligné l'importance d'une bonne communication et a invité la Commission à y investir. Afin d'améliorer le fonctionnement du marché unique, le CESE a plaidé en faveur de conditions de travail équitables, d'une concurrence effective et d'une meilleure prise en compte des préoccupations de la société civile. Le Comité a par ailleurs encouragé les États membres à adopter une approche réaliste, modérée et équilibrée dans le cadre de la lutte contre l'inflation.

«Un discours fort, fiable et commun sur les défis et la manière dont l'Union est mobilisée pour les relever est fondamental pour les citoyens; il évitera les malentendus sur le projet européen et renforcerait l'idée d'une "Europe pour tous"», a déclaré **Gonçalo Lobo Xavier**, rapporteur du CESE. (tk)



Un verre à moitié plein: les participants aux Journées de la société civile sont inquiets, mais néanmoins confiants, quant aux perspectives d'avenir de la société civile en Europe

Les Journées de la société civile 2023 du CESE, qui se sont déroulées du 1^{er} au 3 mars, ont formulé un ensemble de propositions visant non seulement à préserver l'espace civique au sein de l'Union européenne mais également à l'élargir et à donner aux jeunes générations l'assurance de disposer d'une base solide pour bâtir une société civile empreinte de

dynamisme.

S'étendant sur trois journées, du 1^{er} au 3 mars, la manifestation avait pour thème «Les organisations de la société civile: un pilier de la démocratie et des actrices essentielles pour relever les défis actuels». Elle s'est ouverte sur un appel à renforcer l'espace civique de l'Union face aux menaces internes et externes et s'est achevée par la présentation d'une série de conclusions, élaborées lors de huit ateliers interactifs. Les propositions formulées à cette occasion abordent une série de questions d'une importance capitale pour la société civile de demain, allant des élections au Parlement européen de 2024 au rôle qui sera donné à l'avenir aux panels de citoyens dans l'élaboration de la politique de l'Union, en passant par le Semestre européen, le financement de la société civile et bien d'autres sujets.

En ouverture de ces rencontres, la présidente du CESE, **Christa Schweng** a souligné que le Comité a attiré à maintes reprises l'attention sur les dangers qui menacent la société civile. «C'est pour cette raison, a-t-elle ajouté, que le message que nous avons formulé en réaction au plan d'action pour la démocratie européenne de la Commission a été on ne peut plus clair. Nous avons appelé la Commission européenne à mettre en place un pilier spécifiquement consacré à la société civile et nous nous sommes faits le relais des organisations et réseaux de la société civile européenne lorsqu'ils demandent l'établissement d'une stratégie européenne pour la société civile.»

La commissaire européenne chargée de la démocratie et de la démographie, **Dubravka Šuica** a posé le constat que «nous ne pouvons pas considérer que la démocratie, que notre société civile soient chose acquise une fois pour toutes.» Mettant en avant l'action menée par la Commission en réponse à la conférence sur l'avenir de l'Europe, elle a fait observer que 80% des initiatives législatives lancées cette année résultent directement de propositions que les citoyens ont formulées dans cette enceinte. «Votre engagement, tout comme nous les propositions de la conférence, nous les avons pris au sérieux.»

Plus de 500 personnes ont pris part à ce rendez-vous qui, pour la première fois depuis l'irruption de la pandémie de COVID-19, s'est déroulé entièrement en présentiel.

Ses conclusions seront bientôt disponibles, en intégralité, sur le site internet du CESE, lequel veillera également à ce qu'elles parviennent aux grandes institutions de l'Union.

Le CESE organise les Journées de la société civile en coopération avec son groupe de liaison, qui rassemble des organisations et réseaux de la société civile d'envergure européenne.

NOUVELLES DES GROUPES



[Une nouvelle voie pour la reconstruction de l'Ukraine](#)

Par le groupe des employeurs du CESE

Un an après l'invasion injustifiable de l'Ukraine par la Russie, le groupe des employeurs a rencontré des dirigeants des organisations professionnelles ukrainiennes pour discuter de la situation actuelle des entreprises en Ukraine et obtenir des informations de première main sur ce qui est nécessaire pour les entreprises ukrainiennes non seulement pour qu'elle puisse survivre aujourd'hui, mais aussi dans la perspective de la reconstruction.

L'année dernière, le PIB de l'Ukraine a chuté de 30 à 35%. Le coût total des pertes directes est estimé à quelque 130 milliards d'euros. Selon plusieurs estimations, entre 2,5 et 5 millions de travailleurs ont perdu leur emploi et l'inflation s'élève à 26,6%.

*«Dans un contexte où de nombreux employés, clients et partenaires partent à l'étranger, perdent leur entreprise sous les bombardements où doivent aller combattre sur la ligne de front, il est très difficile de maintenir des niveaux de revenus élevés, en particulier pour les PME», a déclaré **Kateryna Glazkova**, directrice exécutive de l'Union des entrepreneurs ukrainiens.*

Les entreprises sont face à d'innombrables défis: l'incapacité de retrouver une clientèle perdue en raison de l'interruption des chaînes d'approvisionnement, la délocalisation ou d'autres problèmes; le manque de ressources financières; le sentiment général d'insécurité et l'incapacité à exporter leurs produits et services sont des motifs d'inquiétude pour la plupart des chefs d'entreprise.

Près de la moitié des entreprises membres de l'Association européenne des entreprises (EBA) sont optimistes quant à l'évolution de leurs activités en 2023. Telles sont les conclusions de l'étude [Business Forecast 2023](#) réalisée par l'EBA et la banque Raiffeisen avec le soutien analytique de Gradus Research. Les résultats de cette année font apparaître une détérioration attendue des sentiments et prévisions de l'encadrement supérieur. À titre de comparaison, l'an passé, 83 % des patrons avaient fait des prévisions positives.

Pour améliorer la situation, **Gennadiy Chyzyhkov**, président de la chambre de commerce ukrainienne, a affirmé la nécessité pour les entreprises de recommencer à exporter. *«C'est une question de survie»,* a-t-il déclaré.

«Il est essentiel de stimuler les activités d'exportation pour rétablir les chaînes d'approvisionnement perturbées, de convaincre des partenaires européens et de tirer des enseignements de l'expérience européenne. Pour ce faire, les voies réservées doivent être maintenues et renforcées» a expliqué **Anna Derevyanko**, directrice exécutive de l'Association européenne des entreprises (ABE).

«Le fait d'être associés au programme pour le marché unique a ouvert la voie d'accès au marché de l'Union pour les entreprises ukrainiennes et créé de nouvelles possibilités potentielles, mais il convient d'améliorer le commerce interentreprises (B2B) afin d'obtenir l'assistance, les consultations et les contacts nécessaires pour devenir opérationnels», a-t-elle poursuivi. Car pour **Anna Derevyanko** *«ce n'est pas un sprint, c'est un marathon!»*

Le groupe des employeurs a pleinement soutenu l'action menée par l'Union pour venir en secours à l'Ukraine quand elle en a eu besoin et pour commencer d'œuvrer à sa reconstruction, avant même la fin de la guerre. Nous avons dialogué avec nos homologues employeurs en Ukraine et plaidé auprès des responsables politiques de l'Union pour que tout soit fait afin d'aider l'Ukraine, d'abord à survivre, puis à triompher de l'agression russe. En sa qualité de président, **Stefano Mallia** a déclaré: *«Il est dans l'intérêt fondamental de l'Europe de soutenir les entreprises ukrainiennes, par exemple en facilitant l'accès au marché. Ces derniers mois ont prouvé que l'Ukraine et l'Union européenne étaient des partenaires naturels.*

C'est une base sur laquelle nous pouvons construire.»



Faire l'Europe sociale: Le Parlement ukrainien adopte une loi qui protège les droits sociaux et la négociation collective

Par le groupe des travailleurs du CESE

Le 23 février 2023, le Parlement ukrainien a voté en faveur d'une loi renforçant les droits sociaux en protégeant le dialogue social et la négociation collective. C'est là une étape importante dans la protection des travailleurs ukrainiens et un pas en avant vers l'adhésion du pays à l'Union européenne.

La loi stipule que les conventions collectives sont contraignantes, elle garantit le droit des syndicats à négocier et protège leurs droits et préférences dans la négociation collective et le dialogue social. Elle impose aussi aux employeurs de fournir un soutien matériel et technique aux activités syndicales au sein de l'entreprise, et le financement des activités et des dépenses liées aux conventions collectives figure au nombre des dépenses obligatoires et protégées de l'entreprise. La loi confère également aux syndicats un rôle de poids pour ce qui concerne d'éventuelles modifications des conditions de travail, y compris le droit de mettre leur veto au licenciement des militants syndicaux.

La loi a été adoptée au parlement ukrainien par des partis situés sur l'ensemble de l'éventail politique, avec un soutien particulièrement important de la part du centre et du centre-droit. Le groupe des travailleurs se tient aux côtés du peuple ukrainien, des syndicats et des organisations de la société civile, qui œuvrent pour la paix et la justice sociale dans un pays ravagé par la guerre. Leur contribution à l'acheminement de l'aide humanitaire et au fonctionnement de l'économie dans des conditions difficiles — et souvent au prix de risques individuels — est inestimable. Ils auront un rôle crucial à jouer dans la reconstruction de l'Ukraine, laquelle devra se fonder sur le plein respect des droits fondamentaux des travailleurs et des citoyens. Il s'agit d'une étape très importante, non seulement pour la protection des travailleurs en Ukraine, mais aussi d'une avancée essentielle dans le processus d'adhésion à l'Union.



[Le groupe des organisations de la société civile vous invite à participer à la conférence sur le thème «Les organisations de la société civile défendent et renforcent la démocratie européenne»](#)

Groupe des organisations de la société civile du CESE

Quel est le rôle des organisations de la société civile s'agissant de renforcer la démocratie européenne? Quel est l'état des relations entre les organisations de la société civile et les décideurs? Quels enseignements pouvons-nous tirer des bonnes pratiques dans les États membres de l'UE et pourquoi est-ce important?

Le 30 mars, le groupe des organisations de la société civile (groupe OSC) du CESE tentera de répondre à ces questions et plus encore avec des panélistes d'institutions européennes et d'organisations de la société civile lors de sa conférence sur le thème «**Les organisations de la société civile défendent et renforcent la démocratie européenne**».

Cet événement hybride se déroulera avant la publication par la Commission européenne de son **train de mesures sur la défense de la démocratie** et l'examen de la mise en œuvre du **plan d'action pour la démocratie européenne**. Il alimentera le débat sur ces sujets.

La conférence aura lieu le **30 mars de 9 h 15 à 13 heures** (heure d'été d'Europe centrale). Les participants peuvent se joindre à la manifestation soit dans les locaux du CESE à **Bruxelles**, soit **en ligne** via la plateforme de vidéoconférence Interactio. Clôture des inscriptions le 26 mars.

Une diffusion en ligne sera disponible sur la page de l'événement en anglais, français et allemand sans inscription préalable.

Pour plus d'informations et pour inscription, consultez la page de l'événement:

<https://europa.eu/!9gPYcm>

Pour toute autre question, veuillez écrire à EU-Democracy@eesc.europa.eu

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



«Ici, à l'abri des regards»: la manifestation du CESE pour la jeunesse se clôt par un hommage en musique à l'Ukraine

Le 24 mars prochain, dans le cadre de la cérémonie de clôture de la manifestation qu'il organise à destination de la jeunesse «Votre Europe, votre avis!», le CESE accueillera un spectacle musical. Construit autour d'une série de chansons qui célèbrent l'héroïsme ordinaire, il se veut un hommage à la lutte de l'Ukraine pour la démocratie et la liberté.

Intitulée «Svit za ochi» (Ici, à l'abri des regards), la pièce est une création du Théâtre Navpaki, une compagnie polonaise. Elle s'appuie sur une sélection de neuf chansons qui racontent des histoires de jeunes confrontés à différentes expériences existentielles dans un contexte qui reflète les événements qui se déroulent aujourd'hui en Ukraine.

Le spectacle montre que celles et ceux qui luttent avec héroïsme pour leur liberté ne sont pas des statues de bronze en majesté, mais des personnes ordinaires faites de chair et de sang, avec une vie, des joies et des dilemmes qui leur sont propres.

Les chansons seront interprétées en ukrainien et sous-titrées en anglais. Le spectacle offrira au public non ukrainien une occasion unique de découvrir la culture ukrainienne.

Il aura lieu lors de la session finale de «Votre Europe, votre avis!», la manifestation que CESE organise chaque année à destination de la jeunesse, qui se déroulera cette année les 23 et 24 mars. Cent cinq élèves représentant 35 écoles secondaires de l'Union européenne et des pays candidats — dont l'Ukraine et la Moldavie —, viendront à Bruxelles pour débattre de la démocratie et de la participation des jeunes à la vie publique. Ils seront invités à s'approprier les méthodes de la démocratie parlementaire pour proposer des moyens d'améliorer la participation des jeunes à l'élaboration des politiques européennes. Le CESE veillera ensuite à ce que leurs propositions soient communiquées aux institutions et aux responsables politiques de l'Union.

L'accès à la représentation sera exclusivement sur invitation, mais un enregistrement sera disponible sur le site internet du CESE.

Lire le [programme complet](#) de «Votre Europe, votre avis!» (dm)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Millie Tsoumani (mt)
Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knobloch (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

04/2023